

Point fort

Au cours de santé sexuelle, on parle de sexe, mais pas que...

Ecole Une initiative menace le rôle de spécialiste en santé sexuelle. Quel travail est réalisé par ces intervenants extérieurs dans les classes romandes? Reportage à Pully

Gérald Cordonier

«C'est quoi la différence entre un garçon et une fille?»

Dominique Durussel, formatrice en santé sexuelle, plonge d'emblée la vingtaine d'écoliers de 3^e primaire HarmoS (anciennement Ire primaire) du collège des Alpes, à Pully, dans le vif du sujet. Tous vont suivre, ce mardi après-midi, un cours «d'éducation à la vie et de prévention des abus sexuels». Les enfants sont assis en tailleur sur le tapis. Ils ont six ou sept ans. C'est le premier volet du programme facultatif qui, tout au long de la scolarité, leur dévoilera petit à petit les mystères du corps, des sentiments et de la sexualité. La formation débute par les bases. «Les filles ont les cheveux longs», essaie Paul*. «Non, elles mettent des boucles d'oreilles», assure Elodie*. De nombreuses mains se lèvent. Mais c'est Christelle* qui stoppera l'excitation générale: «Elles n'ont pas de zizi.» Bon début, même si les mots ne sont pas encore les bons.

L'éducation sexuelle a sa place depuis plus de vingt ans dans les écoles romandes. En moyenne, chaque écolier suit deux heures de cours tous les deux ans (*lire ci-contre*). Celles-ci sont, aujourd'hui, menacées par une initiative qui a formellement abouti le 3 février. Porté par un comité interpartis proche de milieux conservateurs alémaniques, le texte dénonce une «sexualisation de l'école». Pour les initiés, seul le maître de classe devrait pouvoir aborder ce sujet. Une réalité éloignée de ce qui se pratique dans le canton de Vaud, par exemple: la tâche y est confiée aux douze spécialistes externes de la fondation Profa, qui vont, chaque année, à la rencontre de 40 000 élèves.

Education à la vie

Retour dans la classe de Pully. Dominique Durussel fait circuler deux poupées qu'elle vient de déshabiller. L'une arbore un petit pénis. «Pourrait-on vous déshabiller comme cela?» «Pas sans autorisation», savent les enfants. En 3^e, on travaille sur le corps, sur ses zones privées et publiques, sur les différences entre enfants et adultes. Avec l'aide de la classe, la formatrice commence à nommer la nuque, puis la colonne vertébrale, les fesses, jusqu'au pénis, à l'anus, aux testicules. Le vocabulaire des petits est fleuri. Celui de la formatrice très précis. Vulve, vagin, utérus, spermatozoïde. Tous les termes nécessaires seront glissés, sans tabou, au fil de la rencontre. Les sujets plus sensibles, comme l'acte sexuel ou l'homosexualité, sont abordés sans détail, au gré des interrogations des élèves. La discussion se construit beaucoup avec le vécu des enfants. «Les cours mettent des mots sur les parties du corps, car l'école est l'endroit où l'on apprend les termes du dictionnaire, rappelle Martine Despland, cheffe du service d'éducation sexuelle à Profa. Toutes les études le démontrent: un enfant capable de nommer les parties de son corps peut mieux se développer et mieux se défendre, si besoin.»

«Zézette», «minou» ou «petite graine»: durant les cours, toutes les appellations restent justes. Pour la formatrice, la discussion sera surtout l'occasion de recadrer les mots vulgaires ou les comportements inappropriés. A l'aide d'images, d'histoires fictives ou vécues et de balles d'éveil, on parle plus d'émotions que de sexe. Certains élèves sont bien informés. D'autres décrochent. Un seul sujet déclencherà un «beh!» généralisé: les gros baisers d'amoureux qu'ils ont déjà eu l'occasion d'apercevoir. «Le reste est très éloigné de leurs préoccupations», rassure



Education à la vie
La formatrice en santé sexuelle Dominique Durussel explique aux écoliers les différences entre garçons et filles à l'aide de poupées. PHOTOS FLORIAN CELLA



Crayon en main, les enfants imaginent le cours d'éducation à la vie.

Deux visions en Suisse

Suisse romande Des cours d'éducation sexuelle, facultatifs, sont proposés depuis les années 1970 dans les cantons pionniers comme Vaud et Genève, et depuis plus de vingt ans dans tous les cantons romands. La tâche dépend d'un service de l'Etat ou du planning familial, comme à Genève et à Fribourg. Ailleurs, elle est confiée à une organisation externe mandatée par les autorités. Tous les formateurs sont au bénéfice d'un diplôme post-grade. Durant leur scolarité, les écoliers vaudois rencontrent une formatrice en 3^e, 6^e, 8^e, 10^e et 11^e année. Les parents peuvent décider si leur enfant participe ou non au cours. Chaque année, en Suisse romande, un nombre infime d'écoliers est dispensé. Au niveau national, il n'existe aucune directive pédagogique. La formation, inscrite dans le Plan d'études romand, fait référence aux standards européens de l'OMS en la matière. D'un canton à l'autre, l'intitulé du cours peut changer. Seule différence notable au niveau du programme: le cours de prévention des abus pour les 6-7 ans varie selon les cantons. En Valais, par exemple, il est laissé au bon vouloir des Communes.

Suisse alémanique L'éducation sexuelle, encore souvent de la responsabilité du maître de classe, est proposée au plus tard pour les enfants de 12 ans. La prise de risque et les questions de protection liées au sida, par exemple, ont encore beaucoup de place dans les cours.

Dominique Durussel. Quand il y a de la gêne, elle est vite remplacée par la curiosité.

«Nous ne remplaçons pas les parents, qui demeurent les premiers éducateurs», explique Brigitte Ziegler, elle aussi formatrice en santé sexuelle dans les classes vaudoises. Notre rôle consiste à donner une base commune à tous, à remettre dans l'ordre certaines informations et à éclaircir les questions restées sans réponses.» Une semaine auparavant, lors de la séance d'information organisée pour les parents, une maman souhaitait savoir si toute cette discussion ne finissait pas par inciter à des jeux auxquels personne n'avait pensé. Quarante-cinq ans d'éducation sexuelle ont montré qu'elle n'entraîne ni traumatismes ni dérives dans les cours d'école, a assuré, convaincue, Brigitte Ziegler. «C'est quand il y a des tabous qu'il y a des problèmes.» Une autre maman s'inquiétait des sujets susceptibles de choquer des oreilles naïves? «Il ne faut pas transposer la sexualité adulte sur celle des enfants. Pour pouvoir connaître les limites, un enfant doit comprendre de quoi on parle.» Selon l'initiative, la pré-

vention des abus serait permise, mais aucune information liée au corps sexué ne devrait, par contre, être diffusée avant 9 ans. Et le seul cours obligatoire concernerait les 12 ans révolus, avec une transmission de savoirs, biologiques, sur la reproduction et le développement humains.

Une vision positive

Aujourd'hui, le cours avec les 3P a justement comme but de donner aux enfants des clés afin de se défendre en cas d'agression. La thématique n'est pas abordée frontalement. Mais un message est martelé au détour de chaque discussion: confier ses soucis à ses parents et, en journée, à la maîtresse «On leur explique que leur corps est précieux. C'est de la prévention en douceur», résume Dominique Durussel. Vers 9 ou 10 ans, les écoliers auront droit au premier vrai cours d'éducation sexuelle. Les explications seront, cette fois-ci, très claires sur la puberté et les changements corporels à venir, sur la procréation et, toujours, sur les émotions. Une vision positive de la sexualité, liée aux sentiments, à l'estime de soi,

aux rapports avec les autres est présentée. Infections sexuellement transmissibles, risques liés à l'alcool, prévention des grossesses non désirées ou encore violences sont réservées pour les dernières interventions, soit vers 14 ou 15 ans.

«Chasser toute notion sexuelle des cours empêcherait d'aborder des questions liées aux premiers émois, aux diversités ou aux images choquantes, réagit Dominique Durussel. Avec les plus petits, le cours de prévention des abus ne servirait qu'à leur faire peur.» A Pully, les nonnantes minutes passées avec la formatrice touchent à leur terme. Les enfants ont pu dessiner ce que la discussion leur inspirait. Sur les feuilles, beaucoup de couples, reliés par des cœurs et, souvent, différenciés par des organes génitaux. Tout n'est pas encore clair pour eux. Mais beaucoup, comme Denis*, le savent désormais: pour faire des bébés, il ne suffit pas d'être amoureux. «Le papa et la maman doivent se mélanger les testicules.» Les précisions arriveront au prochain épisode. Rendez-vous en 6^e primaire.

* Prénoms d'emprunt

«L'initiative joue surtout sur les mots»

● Que pensez-vous de l'initiative qui fixe à 9 ans le premier cours, facultatif, d'éducation sexuelle?

Cette question de l'âge pose problème: dans tout programme de prévention des abus sexuels, on est obligé de parler de sexualité. Sur cette question, il y a de vraies divergences de point de vue avec ce que nous réalisons déjà en Suisse romande. Sur le fond, par contre, l'initiative joue surtout sur les mots. Nous effectuons déjà de la prévention des abus avec les petits et de l'éducation sexuelle avec les grands. La vraie question n'est pas, d'ailleurs, d'être pour ou contre l'éducation sexuelle, mais de savoir qui doit assurer ce travail. C'est bien entendu l'affaire des parents. Mais l'école reste le meilleur endroit pour garantir à chaque enfant un minimum d'éduca-



Caroline Jacot-Descombes, directrice de projet chez Artanes, l'association romande des formateurs en éducation sexuelle

tion sexuelle. Celle-ci constitue la meilleure prévention et une base pour permettre de s'épanouir.

Le travail réalisé dans les cantons romands depuis des décennies est-il en danger?

Le vrai retour en arrière concerne la question de l'intervention externe, un système plébiscité par les enseignants et par les élèves, qui se sentent libres de se confier. Parler de sexualité entre

en résonance avec sa propre intimité. Pour réagir avec détachement et répondre aux élèves sans que l'émotionnel ne prenne le dessus, il faut une ouverture d'esprit qui n'est pas naturelle et s'acquiert en formation.

Le comité d'initiative est proche des milieux religieux. Comment sont prises en compte les différences de valeurs qui peuvent exister dans une classe?

Nous partons du principe qu'on parle à un collectif. Toutes les spécificités qui composent une classe ne peuvent donc pas être prises en compte. L'idée est plutôt de se raccrocher au droit suisse, au cadre que toute personne doit respecter. Le discours reste, ensuite, suffisamment généraliste pour que personne ne se sente stigmatisé.